POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

PEUGEOT.

L'IMPERIALISME SE DECHAINE.

Bureaux d'études et bureaux de fabrication.

La mécanisation des bureaux.

La réforme Fouchet.

La grève des notes.

N° 70 MAI 1965

0,30 F

MENSUEL.

PEUGEOT

Septième semaine de débrayages et manifestations chez Peugeot. La direction repousse toujours la principale revendication des travailleurs : les 40 heures payées 46. En échange de l'arrêt des mouvements, elle offre, magnanime, de reprendre les 14 licenciés, en les mutant de poste, et de payer la prime de lancement de la 204, mais en pénalisant les grévistes : 120 F. pour ceux qui n'ont pas fait grève, 100 F. pour ceux qui n'ont plus débrayé depuis fin avril, 75 F. pour les autres.

Le samedi 15 mai, les syndicats annoncent la poursuite des débrayages et une nouvelle marche sur Montbéliard.

Parti de la base début avril, le mouvement a été repris en mains par les syndicats et organisé sous forme de débrayages d'une heure trois fois par jour (les deux équipes et la normale). Les avantages de cette tactique, d'après les syndicats, sont les suivants : les travailleurs conservent une partie importante de leur salaire; ils continuent de se voir tous les jours dans l'usine, on entretient ainsi un climat d'agitation. Mais les désavantages ? Une perte de production peu importante, environ 200 voitures sur 1.000 par jour, la possibilité donc pour la direction de "tenir" très longtemps et d'exercer quotidiennement, sur les grévistes, des pressions de toutes sortes. On peut discuter des avantages et des désavantages d'une telle tactique, mais ce qui est certain c'est qu'à partir d'un certain moment il faut que le mouvement FASSE DES PROGRES. Pratiquement, en ce qui concerne Peugeot, il n'y a qu'une façon de le faire progresser : le durcir et le généraliser. Le durcissement - augmentation du nombre d'heures de grève allant vers la grève illimitée - est-il possible ? Il l'était sans doute fin avril début mai. Aujourd'hui c'est moins sûr. Mais il faut dire que les directions syndicales ne se sont pas du tout orientées dans cette voie. L'extension du mouvement à toute la métallurgie, ou du moins à l'automobile, est-elle possible ? Là aussi on peut en discuter, mais nous sommes obligés de constater que, à part quelques initiatives très localisées, les confédérations n'ont rien tenté non plus dans ce sens.

Alors, les travailleurs de Peugeot seront-ils battus ?
S'ils restent isolés, ils le seront très certainement.

Patronat et gouvernement ont une politique d'ensemble ; elle vise à augmenter les profits et à rendre leur industrie "compétitive". A l'heure actuelle, cette politique se traduit par un renforcement de l'exploitation : blocage du salaire réel, productivité accrue, refus de réduire la semaine de travail. Cette politique est coordonnée et efficace, patrons et gouvernement font bloc.

En face, les revendications ouvrières : augmentation des salaires, diminution des cadences, amélioration des conditions de travail, réduction des horaires sans perte de salaire, ne sont pas soutenues par des actions d'ensemble. Les mouvements sont partiels, fractionnés, un jour les uns un autre jour les autres, secteur privé d'un côté, secteur public de l'autre. Il n'y a aucune cohésion, aucune coordination. Et ce ne sont pas les entrevues des dirigeants syndicaux avec de Gaulle qui changeront quelque chose à la situation des travailleurs.

Bien sûr, nous ne sommes pas dans la misère, nous ne crevons pas de faim. Mais allons-nous supporter longtemps d'être traités comme des robots, comme des machines à produire ?

Les travailleurs de Peugeot nous donnent l'exemple depuis sept semaines. Leurs revendications sont les nôtres. Pour se défendre, il faut faire bloc, IL FAUT MARCHER TOUS ENSEMBLE.

-:-:-:-:-:-:-:-:-

L'impérialisme américain

I- L'IMPÉRIALISME SE DECHAÎNE

BIENFAITEURS OU GENDARMES ?

Il était depuis quelques années de bon ton, jusque dans certains courants de l'extrême gauche, d'avancer que la dénonciation de l'impérialisme était une vieillerie et d'assurer que le "néo-capitalisme" était désormais capable de s'élever jusqu'à une politique mondiale rationnelle assurant pacifiquement une expansion universelle de la richesse.

Des économistes américains, des sociologues français, des théoriciens travaillistes se retrouvaient d'accord pour balayer les objections qui pouvaient être opposées à cette vision idéalisée de l'avenir du monde capitaliste. Sans doute des foyers de conflits subsistaient-ils ça et là. Mais ils avaient un caractère résiduel. Ils étaient le produit d'une phase du développement capitaliste en voie de dépassement. Il n'était que d'attendre quelques années encore et on verrait les dirigeants du monde capitaliste, ceux en particulier d'une Amérique qui regorge de richesses, suivre les conseils des théoriciens modernes qui enseignent que guerres, révolutions et luttes de classes appartiennent à l'époque révolue où le capitalisme était encore trop peu développé pour faire bénéficier tous les hommes de ses prodigieuses capacités à multiplier la richesse. Même les antagonismes entre l'impérialisme et les pays du Tiers-Monde qui cherchent une issue à leur misère chronique dans la formation de régimes bureaucratiques, finiraient par apparaître périmés et irrationnels. Après tout, en arrachant les pays sous-développés à leur immobilisme et en y ouvrant la voie à l'industrialisation, les régimes bureaucratiques n'auraient-ils pas finalement pour effet de dilater les possibilités d'exportation de biens d'équipement par les états avancés ? Le monde était plein d'harmonies cachées qu'il suffisait de mettre à jour pour que, au terme d'une politique adéquate, toutes les forces de l'histoire universelle concourent à l'expansion infinie du capitalisme. La paix en Algérie et l'installation du téléphone rouge, l'arrêt des expériences nucléaires, la création de l'Alliance pour le progrès en Amérique Latine, l'immense littérature produite par les experts sur la nécessité de l'aide aux sous-développés jalonnaient la marche du monde vers une ère de paix et de prospérité universelle.

L'intervention américaine à St.Domingue succèdant à l'intensification de la guerre au Sud-Vietnam et à la poursuite des raids aériens au Nord du I7éme parallèle font soudain apparaître un tout autre visage de l'impérialisme. Ce ne sont pas des dollars et des biens d'équipement qui se déversent vers le Tiers-Monde, mais des troupes de choc, des canons et des chars d'assaut. L'armée la plus puissante de la terre, mise au service des régimes

les plus rétrogrades qui écrasent les peuples, se fait l'instrument mondial de la contre-révolution, et de nouveau les observateurs scrutent les réactions de Moscou et de Pékin en se demandant si une nouvelle période de guerre froide ou même tiède ne va pas être l'effet de l'inquiétante agressivité américaine.

LES ALLIES DES ETATS UNIS A SAINT-DOMINGUE

En dépit de nombreuses particularités nationales, Saint-Domingue et le Sud-Vietnam présentent beaucoup de traits communs.

Dans l'un et l'autre cas, la population, en majorité paysanne, est ployée sous la domination d'une classe de propriétaires fonciers qui ont accaparé les terres les plus fertiles, monopolisé toutes les sources d'enrichissement et fait de l'Etat l'instrument absolu de leur domination.

A Saint-Domingue, 14 % des familles se sont approprié 75 % du revenu national. Environ 65 % des paysans ne possèdent pas de terres et travaillent sur des plantations de tabac et de sucre, dont les plus grandes, possédées par quelques centaines de personnes, couvrent la moitié du sol cultivé. Hormis quelques fabriques de tabac et des sucreries - qui pour moitié sont propriété de sociétés nord-américaines - le développement industriel est tout à fait insignifiant et le chômage accable 35 à 40 % de la population.

Comme au Vietnam, le capital qui s'accumule à partir de l'exploitation agraire grossit dans le commerce d'import-export et fructifie par la fraude, le détournement des revenus publics, les spéculations et les combinaisons financières.

Entre les masses populaires à demi affamées - la population a presque doublé depuis un quart de siècle alors que les cultures vivrières ont à peine augmenté - et l'oligarchie dominante, il n'y a pas eu de place pour le développement d'une bourgeoisie un tant soit peu vigoureuse. Pendant toute la durée de la dictature de Trujillo, la clique de généraux affairistes, de policiers-gangsters et de fonctionnaires qui s'étaient liés à la famille Trujillo, accaparèrent les unes après les autres toutes les activités susceptibles de rapporter quelque argent. Expulsée des secteurs économiques les plus rentables, supportant le poids fiscal d'un appareil d'Etat pléthorique, soumise aux chantages et aux extorsions de fonds de la police et des fonctionnaires racketteurs, la bourgeoisie dominicaine s'est trouvée réduite à une couche sociale d'une minceur extrême : boutiquiers, planteurs relégués sur les terres les moins fertiles, patrons d'ateliers ou de fabriques employant quelques ouvriers, membres des professions libérales. Comme au Vietnam, les capacités de la bourgeoisie à devenir la couche dirigeante de la nation paraissaient extrêmement faibles.

LA REVOLUTION BOURGEOISE IMPOSSIBLE

En fait, depuis l'assassinat de Trujillo, suivi en 1961 de l'expulsion de sa famille, aucune transition vers un régime bourgeois démocratique n'est parvenue à s'amorcer. Lorsque, après les élections de 1962, le président Bosch prit le pouvoir, il fut incapable d'exécuter les réformes inscrites à son programme. La petite et moyenne bourgeoisie que représente Bosch se sentit trop faible devant les masses populaires en train de s'éveiller pour oser démanteler l'appareil répressif créé par le trujillisme ; et celui-ci conserva tous les moyens de pression nécessaires pour empêcher la démocratie bourgeoise de porter la moindre atteinte à ses intérêts et d'exécuter la réforme agraire. Les reculades successives de Bosch n'eurent d'autre effet que d'enhardir les trujillistes, et en septembre 1963, la "démocratie dominicaine", faute d'avoir osé s'appuyer sur les masses populaires, s'effondra devant le coup d'Etat de Wessin. De nouveau un régime d'oppression et de terreur

pesa sur Saint-Domingue faisant des victimes jusque parmi la bourgeoisie et les politiciens libéraux.

L'insurrection qui, le 25 avril 1965, a entrepris de renverser la dictature de Wessin est dans son principe une nouvelle tentative de révolution bourgeoise. Mais le parti de Bosch et les quelques régiments dirigés par le colonel Camano ont été contraints cette fois, pour ébranler la dictature, de faire appel à l'insurrection des masses. Des milices insurrectionnelles ont été constituées et c'est la vigueur de leur action armée qui a disloqué les forces de Wessin. Cela ne signifie pas qu'il y ait eu un complot communiste ou castriste dont Bosch et Camano n'auraient été que le paravent et que le pouvoir allait tomber en quelques jours aux mains d'agents soviétiques ou chinois. Mais compte tenu de l'extrême faiblesse de la bourgeoisie, de l'entrée en action des masses populaires, de l'importance du chômage, de l'acuité de la question agraire et de la misère générale, il était certain que la révolution commencée le 25 avril allait être entraînée bien au-delà du régime timidement réformateur que se proposaient d'établir Bosch et Camano. La révolution qui était en train de renverser Wessin n'était bourgeoise que dans sa première étape, car elle aboutissait à la formation d'un gouvernement bourgeois d'une telle fragilité qu'il lui aurait été probablement impossible de résister à ses alliés populaires lorsque ceux-ci auraient posé le problème de la réforme agraire, de la confiscation des biens des trujillistes sinon même des sucreries nord-américaines.

Lorsque Johnson a pris la décision d'envoyer l'armée USA à Saint-Domingue, puis de la renforcer autant qu'il serait nécessaire pour paralyser l'action insurrectionnelle et sauver les troupes de Wessin, il ne s'est pas trompé. Sans doute Johnson sait-il mieux que personne que Saint-Domingue n'est pas truffée d'agitateurs communistes et castristes. Mais il sait aussi qu'après la destruction des forces de Wessin, le parti de Bosch et de Camano n'aurait pas pu empêcher que la révolution commencée sous le drapeau du libéralisme bourgeois ne se termine sous celui d'une sorte de castrisme. Entre la contre-révolution et la poussée des masses, il n'y avait pas de place pour une démocratie bourgeoise capable de garantir le maintien de l'ordre.

Bien que la crise dominicaine ne soit pas encore terminée, il est d'ores et déjà certain que la bourgeoisie libérale ne se maintiendra pas au pouvoir. Peut être dans les jours qui viennent l'armée de Wessin et de la Junte contre-révolutionnaire écrasera-t-elle les insurgés encerclés par les forces USA. Peut-être au contraire, des négociations aboutiront à une dissociation des forces bourgeoises et populaires de l'insurrection et à la formation d'un gouvernement de coalition nationale au sein duquel quelques représentants de la bourgeoisie prendront place à côté des chefs de la contre-révolution. Mais dans l'un et l'autre cas le régime social de Saint-Domingue restera pour l'essentiel inchangé. L'étouffement de la révolution du 24 avril aura une fois de plus démontré qu'il n'y a pas dans un pays sous-développé où la bourgeoisie est socialement et politiquement impotente, de voie vers le progrès en collaboration avec l'impérialisme.

METTRONT-ILS A FEU ET A SANG LES PAYS SOUS-DEVELOPPES ?

Le réalisme cynique de la politique de Johnson aura cependant de lourdes conséquences internationales.

Déjà dans le monde entier les amis d'une Amérique pacifique et libérale telle qu'ils avaient cru la voir s'incarner dans Kennedy, s'alarment et prodiguent conseils et avertissements à la Maison Blanche. Les politiciens latino-américains qui, au Vénézuela, au Chili et ailleurs étaient jusqu'ici parvenus à contenir les mouvements révolutionnaires en affirmant qu'une politique de réformes et de progrès pouvait peu à peu être mise en route grâce à l'aide nord-américaine, sont maintenant consternés. Ils ne cachent guère que la politique de Johnson leur gâche le travail, et redoutent que l'intervention des Etats Unis à Saint-Domingue ne crée dans toute l'Amérique Latine un terrain favorable au développement du castrisme.

A l'autre bout du monde, Pékin et Moscou ne répondent que par des protestations verbales à ce nouvel exploit de l'impérialisme, mais le ton de la presse soviétique monte et le gouvernement ne cache plus sa mauvaise humeur devant la manière dont les Etats Unis comprennent la coexistence pacifique. Les forces qui, en U.R.S.S., ont poussé à la détente internationale sont sans nul doute d'une grande puissance. Mais nul ne peut dire quelles transformations pourraient s'opérer dans l'opinion soviétique et quelles colères pourraient s'allumer s'il s'avérait que la politique de coexistence n'aboutit qu'à un redoublement d'arrogance nord-américain et à une série d'humiliations nationales pour la Russie.

Dès lors, les événements des Caraïbes comme ceux du Vietnam font surgir quelques questions. Les antagonismes internationaux qui étaient en voie d'apaisement vont-ils réapparaître aussi âpres qu'il y a dix ou quinze ans à propos des révolutions du Tiers Monde ? La colossale puissance nord-américaine va-t-elle se déchaîner chaque fois que des paysans, des ouvriers et des étudiants, quelque part dans le monde, s'insurgent contre un régime d'exploitation sans frein ? Plus généralement, le capitalisme et sa citadelle nord-américaine sont-ils incapables d'opposer autre chose que du napalm et des bombes aux mouvements révolutionnaires qui, dans la décade qui vient, semblent inévitablement appelés à secouer les continents sous-développés ?

Dans le prochain numéro, la suite de cet article : "QUE DEFENDENT LES ETATS UNIS DANS LE TIERS MONDE ?".

-:-

Techniciens

BUREAUX D'ETUDES ET BUREAUX DE FABRICATION

La rationalisation du travail s'étend aux bureaux d'études et aux bureaux de fabrication. Les méthodes de mesure des temps, de spécialisation à outrance, de rendement appliquées d'abord aux ateliers de production et de montage, puis aux ouvriers professionnels, sont utilisées largement aujourd'hui envers les techniciens dessinateurs. Voici comment les choses se passent dans l'entreprise où je travaille.

Les bureaux de fabrication

Lorsqu'un montage d'usinage ou un outil d'emboutissage, par exemple, est à créer, un préparateur des méthodes propose un schéma et donne un temps pour son exécution. Le technicien doit, dans le temps qui lui est imparti, concevoir l'outil, faire le projet, puis le dessiner entièrement. Inutile de préciser que le temps est assez serré et qu'il n'y a pas intérêt à s'endormir devant sa planche à dessin.

Les conditions de travail du dessinateur se rapprochent donc de celles d'un ouvrier professionnel, notamment des ateliers d'outillage. En effet, ils font tous les deux un

travail non répétitif mais toujours analogue, ce qui permet une estimation de la durée du travail : l'un pour concevoir et dessiner l'outil de découpe, l'autre pour le réaliser à l'atelier. Les salaires sont du même ordre : de 800 F à 1600 F (la majorité des dessinateurs ou des P2 autour de 1200 F.).

Cette "prolétarisation" des techniciens les conduit progressivement à des attitudes syndicales semblables à celles des ouvriers. L'affiliation syndicale reste faible et la plupart se tournent vers la CFTD. La CFTD fait une action importante en direction des bureaux où elle dépasse la CGT, celle-ci étant plus implantée dans les ateliers.

Un point important est la liaison constante des bureaux de fabrication et des ateliers. Le dessinateur suit l'exécution des montages ou des outils qu'il a dessinés. Il va donc aux ateliers discuter avec les professionnels, les contremaîtres, les O.S. Les discussions ne se limitent pas aux questions techniques et l'échange peut avoir lieu aussi sur les problèmes du travail. Le bureau de fabrication n'est pas un monde clos, sans contacts avec l'extérieur. Plusieurs dessinateurs sont d'ailleurs d'anciens ouvriers professionnels. Ainsi il n'est pas étonnant de voir le bureau de fabrication débrayer, faire grève en accord avec les O.S. et O.P.

Les bureaux d'études

Si l'époque de l'isolement est finie aux bureaux de fabrication, le bureau d'études reste, lui, un monde un peu privilégié.

Il est, en effet, difficile de donner un rythme précis pour une étude. Un planning prévoit un ordre d'avancement des études, mais très vaguement. Pour une étude importante, une marge de plusieurs mois est acceptée pour livrer le projet entièrement terminé. Le calme du bureau d'études contraste avec l'activité du bureau de fabrication.

Les liaisons extérieures au bureau d'études sont assurées par les chefs de groupe et les ingénieurs. L'entrée du bureau est interdite aux personnes étrangères au service.

Cet ensemble de différences fait que, pour des salaires à peu près identiques, la combativité est inexistante. Il n'y a pas eu de débrayages au bureau d'études, le syndicalisme y est très faible et fortement combattu par la Direction.

La hiérarchie

Toute une hiérarchie permet de s'élever de détaillant à exécution, puis études, puis projeteur, pour accéder enfin à chef de groupe. Le salaire du chef de groupe est le plus élevé, de 2000 à 2500 F. Parallèlement aux chefs de groupe se trouvent les ingénieurs dans leurs premières années de carrière. Ils peuvent par la suite accéder directement à des postes plus élevés.

Il n'y a pas de contestation de la hiérarchie. Au sein du bureau de fabrication et du bureau d'études, le parallélisme entre le savoir technique, la hiérarchie et le salaire est à peu près réalisé. Les seules critiques relevées se produisent contre les imperfections de ce parallélisme : chef pas assez compétent, échelon espéré mais qui n'arrive pas. Jamais contre la hiérarchie en tant que système d'organisation des bureaux.

La "nouvelle classe ouvrière"

On a défini les techniciens comme la "nouvelle classe ouvrière". Leur pourcentage par rapport aux ouvriers s'accroît régulièrement.

Mais aussi des sociologues bourgeois ont prétendu que ces nouvelles catégories étaient favorables à l'intégration dans l'entreprise. On voyait ces techniciens collaborant avec la Direction à la bonne marche de la maison, la considérant comme leur propre affaire et abandonnant en même temps toute attitude revendicative. Ainsi se seraient taries les sources des conflits des classes. L'expérience prouve le contraire. Le patronat est amené à leur faire peu à peu le même sort qu'aux autres salariés : rendement, cadences, salaires moins éloignés de ceux des ouvriers. Et les techniciens ont de plus en plus la même réponse : grève,

hostilité envers le patronat et la Direction. Dans les usines de pointe, où leur pourcentage est le plus élevé, comme l'électronique (Bull, Thomson-Houston) ou Neyrpic, les techniciens ont été même à l'avant-garde de la lutte.

Il y a, il est vrai, de nouvelles catégories dans la classe des travailleurs, mais elles tendent à s'opposer au patronat avec plus de vigueur au fur et à mesure de leur développement.

-:-

Employés

La mécanisation dans les bureaux

La direction des entreprises a tout intérêt à utiliser des machines pour organiser et contrôler le travail des employés.

En effet, les causes de discussions, de tensions avec le personnel sont ainsi éliminées, car on ne conteste pas le travail d'une machine ; dans la mesure où le plan de travail est régi par les machines, le rôle de chien de garde des cadres tend à disparaître. Le travail est plus rationnel, plus précis, plus rigoureux, car la machine ne connaît pas les temps morts et ne peut pas faire semblant de travailler. Les machines sont donc rentables, et c'est dans notre société une raison suffisante pour qu'elles soient utilisées.

Cependant, elles bouleversent profondément la vie des bureaux et les habitudes traditionnelles.

Voici ce que j'ai pu constater dans un bureau récemment mécanisé.

A l'échelon directorial : simplification et disparition des intermédiaires.

Il s'agit d'une entreprise de travaux publics dont les bureaux occupent environ soixante employés, sans compter les bureaux d'études. Six grands services se partageaient des domaines bien délimités ; à la tête de chacun un chef, puis une série de petits cadres. Le travail se faisait par les procédés classiques et la Direction centralisait les différentes données de manière à avoir une vue d'ensemble des problèmes de la Société.

Une série de machines ont été introduites. L'ingénieur responsable de faire tourner un programme cohérent s'est trouvé pris entre les exigences contradictoires des différents chefs. Au début, ces derniers se sont aperçus que leur rôle allait être limité par l'emploi des machines et chacun a essayé de s'imposer vis-à-vis de la haute direction comme l'homme capable de définir l'emploi rationnel des machines, les grands directeurs se réservant le domaine financier et économique. Pour que le système puisse être rentable (ces machines sont chères et elles doivent fonctionner à plein rendement), la Direction générale a dû abandonner la structure traditionnelle, à laquelle elle tenait pourtant pour des raisons d'habitude et d'efficacité, et remplacer ses six services par trois grands ensembles : Personnel - Comptabilité - Mécanographie (les données étant finalement centralisée par la mécanographie, mais préparées par les deux autres services). Les petits cadres, qui jouaient le rôle d'intermédiaires entre la Direction et le personnel, n'ont plus eu de raison d'être, puisque le plan de travail et le rythme sont réglés par les machines. Ils sont peu à peu éliminés et finiront par disparaître.

Chez les employés : "techniciens" et transformation de l'ancienne hiérarchie

L'introduction de machines dans l'entreprise ne crée pas d'emplois nouveaux et tend à supprimer en premier le personnel qui s'adapte mal à leur rythme et, par la suite, à comprimer les employés restant, en augmentant leur capacité de travail.

Comptables, aides-comptables, employés divers doivent recevoir une autre formation. On les expédie en stage chez Bull, I.B.M., Olivetti, etc.

La Direction compte gagner sur plusieurs tableaux : obtenir un meilleur rendement et présenter cette nouvelle situation comme une promotion pour le personnel. Et, en effet, chez les employés, le fait de jouer sur le travail d'équipe, le sentiment d'être le pionnier du progrès, l'émulation entre les petits employés qui se croient ainsi promus, et surtout l'espoir de ne plus faire un travail ennuyeux et fastidieux, tout cela leur paraît très séduisant. Mais rapidement, quand le travail se met à tourner à un rythme normal, ils se rendent compte de la mystification, surtout les jeunes (car la mécanisation entraîne un rajeunissement du personnel, les plus âgés ayant des difficultés à s'adapter). Les machines font partie de leur univers familier et perdent leur attrait de nouveauté. De plus, ils se retrouvent cantonnés dans un travail bien déterminé, de façon à perdre le moins de temps possible, mélangés aux autres employés, sans savoir exactement de quel service ils dépendent. Remplir des cases ou coder n'est pas non plus une tâche bien noble.

D'autre part, la contrainte, la surveillance, un instant estompées par la mécanisation, réapparaissent sous une autre forme. Au lieu du schéma classique : chef-employé, c'est le contrôle du travail entre les employés eux-mêmes. En effet, c'est la machine qui fixe le rythme du travail. Il faut lui remettre coûte que coûte les données au moment voulu et pour cela il faut respecter les temps accordés avec une très faible marge. Un employé qui remet des données fausses compromet le rendement. Par exemple, dans le service mécanographique, une employée perfore des cartes (renseignements sur un ouvrier), une autre perfore sur la même carte les salaires de base (avec grande recommandation de secret), la troisième vérifie le tout, avec prime de rendement collective à la clé. Malheur à celle qui fait une erreur, elle fiche les cadences en l'air et la prime saute. Quand une erreur passe malgré tout, la machine, qui, elle, ne suit que le modèle, s'arrête ou s'affole, ce qui revient au même. Il faut rechercher l'erreur, perdre du temps, mauvais effet vis-à-vis de la Direction et, comme à l'armée, on redescend la voie hiérarchique pour arriver au coupable. Ainsi, c'est le travail lui-même qui remplace la discipline, donc plus besoin des petits cadres garde-chiourmes. D'ailleurs, l'employé qui fera trop souvent des erreurs aura à subir la désapprobation générale de ses collègues à qui il fait perdre une prime, et se verra rapidement forcé de partir.

Cependant, cette nouvelle situation du personnel de bureau a des côtés positifs. D'abord, la promotion par l'ancienneté et le "fayotage" disparaissent. Un jeune "technicien" de 25 ans entre directement au même salaire qu'un employé ayant dix ans de maison. Ce sont les diplômes qui comptent.

Mais surtout les employés prennent plus ou moins clairement conscience de leur cohésion et cherchent moins facilement les solutions individuelles pour se défendre : si les perforatrices arrêtent le travail, les autres sont bien obligés de suivre. La Direction essaie de dissocier ce bloc en maintenant le secret des salaires, en favorisant certains employés ; elle ne réussit pas toujours, car les collègues du "favori" peuvent lui rendre la vie impossible. De plus, une équipe qui s'entendrait pourrait ralentir le rythme de travail de façon à imposer ses propres cadences. Or, pour la Direction, il est indispensable que les machines marchent à plein rendement. C'est pourquoi, peut-être, une autre hiérarchie, comparable à celle qui existait avant entre chefs et employés, surgira peut-être plus tard entre les ingénieurs et les employés sur machines par exemple.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Enseignement

LA REFORME FOUCHET

Le plan Fouchet propose une réforme de l'enseignement sur quatre points essentiels:

- orientation des élèves au niveau de la 3e;
- suppression du probatoire et de la propédeutique, accordant ainsi une importance accrue au baccalauréat ;
- création d'un enseignement technique et professionnel parallèle à l'enseignement secondaire et supérieur ;
- licence en deux ans.

La conséquence immédiate d'une orientation sélective à l'entrée en 2e sera d'introduire une différence foncière, qui ne pourra que s'accentuer par la suite, entre l'enseignement général et l'enseignement technique. Il existait déjà une différence effective entre ces divers enseignements (enseignement technique court ou long, lycées classiques ou modernes, etc), mais la cloison n'était pas, malgré tout, étanche. Désormais, avec la réforme Fouchet, la décision prise au niveau de la 3e sera irrémédiable. Aussi, la barrière s'en trouvera renforcée. Même si elle ne l'est pas formellement, elle le sera dans les faits (aujourd'hui, bien qu'institutionnellement le passage d'un enseignement à un autre ne recontre aucune opposition, il est déjà particulièrement difficile à un élève venant d'un C.E.G d'entrer en seconde moderne). De cette manière, une partie importante des élèves sera orientée vers l'enseignement professionnel, puisque d'une part ils n'auront plus à tâtonner dans leurs études et que, d'autre part, les familles les moins aisées préféreront l'apprentissage d'un métier à des études hasardeuses dans le secondaire. Ainsi se constituera un contingent de petits cadres professionnels destinés à être lancés très tôt sur le marché du travail.

La création d'un baccalauréat qui, d'un côté, devra remplacer le probatoire dans la fonction de sélection (répartition des élèves en Philo, Sciences Ex. et Math. élém.) et qui, d'un autre côté, devra fournir aux élèves des classes terminales une formation qui est actuellement du ressort de l'enseignement supérieur (par l'intermédiaire de la propédeutique), en accroîtra considérablement la difficulté et risque bien de le transformer en concours. On peut calculer, en fonction des élèves qui échouent, en partant du secondaire, au probatoire, au baccalauréat et à propédeutique, qu'environ 35 % seulement des élèves présentés sont reçus à l'examen. Le rôle de ce baccalauréat devient donc évident. Le bourrage, qui s'effectue actuellement au cours de trois ans, se trouvera concentré sur une seule année. Autrement dit, l'enseignement supérieur sera réservé à une certaine élite. Compte tenu du fait que bon nombre de récalés rentreront dans la vie active immédiatement (40 % sont prévus pour 1972), les autres iront combler les places des divers centres techniques et professionnels conçus à leur intention (à l'étude actuellement).

Le but du gouvernement devient clair, il répond aux besoins en cadres moyens et inférieurs de l'économie française. Il en résulte que ces jeunes sont destinés à devenir des techniciens au niveau inférieur de l'exécution, c'est-à-dire des salariés confinés dans des tâches parcellaires et limitées.

Quant à l'enseignement supérieur, sa fonction s'en trouvera précisée. Il est destiné à former au plus vite des professeurs au moyen d'une licence dont la durée d'études sera de deux ans, et dont la formation sera l'apanage des agrégés par le renvoi

dans la recherche des enseignants chercheurs. Ce dernier point serait sans doute appréciable s'il ne s'accomplissait pas aux dépens de la formation universitaire des futurs enseignants. En effet, la mise en place exclusive des agrégés dans les cadres de l'université, démunira le secondaire en créant une demande pressante en professeurs pour ce dernier. Une formation sommaire et hâtive de deux ans (l'ancienne étant de quatre ans au minimum) est-elle la solution authentique ? De plus, parallèlement à cet enseignement supérieur traditionnel, s'instituera un enseignement supérieur technologique destiné d'une part à récupérer les étudiants qui n'auront pas eu le niveau suffisant pour faire des études "brillantes" (l'élimination définitive des élèves ayant obtenu moins de 7/20 à l'examen de propé-sciences le montre) d'autre part à pallier au caractère particulier qu'aura l'université, par la création de techniciens supérieurs. Là encore se fait sentir la demande de l'économie française, dans le domaine de la recherche et du côté de la technologie supérieure, dans son effort de modernisation et de planification.

Outre les difficultés découlant des contradictions internes du système quant aux matières mêmes de l'enseignement, et sur lesquelles épiloguer longuement serait du temps perdu tellement elles sont évidentes (répartition des programmes, baccalauréat devant changer trois fois de contenu, contraction de 4 ans d'études en 2 ans...), des problèmes viendront au jour lorsqu'il s'agira de passer du projet à l'exécution totale. Il n'est pas impossible que la réforme touche son but à plus ou moins longue échéance - c'est-à-dire que l'enseignement arrive à répondre aux exigences de l'économie en cadres moyens et supérieurs, ainsi qu'à l'actuelle pénurie d'enseignants - mais ce qu'elle ne pourra pas faire du même coup c'est fournir un encadrement technique et professoral de qualité. On ne voit pas très bien, en effet, comment un professeur licencié en deux ans pourra remplacer un agrégé ou même un professeur ayant le CAPES, tout en conservant le niveau des études dans le secondaire. On peut, certes, former rapidement des professeurs et des techniciens, mais reçoivent-ils du même coup la formation nécessaire ? A ce propos, soit dit en passant, à mesure que l'enseignement deviendra sommaire, la demande d'une formation technique importante se fera sentir de plus en plus par suite de l'évolution même de l'industrie, qui réclamera des techniciens capables de passer d'un travail parcellaire et spécialisé à un autre pouvant être tout à fait différent suivant les fluctuations de l'économie, où un secteur peut progresser plus vite qu'un autre. Aussi la réforme Fouchet n'est en fait qu'un "palliatif", à court terme, aux carences de l'économie française en ce qui concerne l'encadrement. Mais, à long terme, il ne résoud aucun des problèmes qui se posent dans ce domaine.

La réforme Fouchet a un caractère de classe certain. Elle aura pour conséquence d'éliminer des facultés les étudiants issus du milieu ouvrier et employé (qui ne représentent déjà que 7 à 8 %) pour les envoyer dans le secteur plus immédiatement productif qu'est l'enseignement technique. Il est même probable que bien peu d'entre eux arriveront à résister dans le secondaire. Cela ne veut pas dire qu'ils sont incapables de suivre un enseignement plus ardu et plus vaste, mais que les moyens leur sont retirés pour le faire, car bon nombre de ce "prolétariat étudiant" est obligé de travailler en même temps. Par exemple, l'actuelle réforme du Doyen de la Faculté des Sciences éliminera définitivement de propédeutique tous les étudiants qui ont dû partager leur temps entre un labeur "vital" et leur travail scolaire. Aussi, les étudiants récalés, à quelque échelon que se soit, devront passer par la seule porte qui leur reste ouverte au niveau inférieur: l'enseignement professionnel. Ainsi se comblera le besoin industriel en cadres inférieurs.

Cependant, ce qu'il faut bien remarquer ici (comme le disait Marx à propos de l'infrastructure économique, mais qui se retrouve dans la formation sociale) c'est que le capitaliste se reproduit sans cesse comme capitaliste (les cadres supérieurs seront issus des couches sociales plus élevées) et reproduit du même coup le prolétariat comme prolétariat. La réforme Fouchet se propose essentiellement deux objectifs. Le premier est de satisfaire à la tendance actuelle du capitalisme dans son effort de

rationalisation et de planification par la création accélérée de cadres moyens (ce qu'elle ne réalisera qu'imparfaitement et sommairement). Le second est de perpétuer, dans un capitalisme qui évolue, le régime d'exploitation, c'est-à-dire de renouveler la classe dirigeante aux postes de direction et de confiner le prolétariat au rang d'exploité en lui laissant comme os à ronger le mythe de "la promotion sociale".

-:-

LA GRÈVE DES NOTES

Contrairement à ce que nous pensions (1), une partie des professeurs du secondaire refuse d'arrêter le mouvement et poursuit seule la grève administrative. Cette combativité embarrasse la direction du S.N.E.S., tandis que les autres directions syndicales se félicitent de ne pas avoir organisé de référendum.

C'est en avril que les organisations syndicales ont mis à l'ordre du jour du congrès national la poursuite ou l'arrêt de la grève administrative.

Alors que le S.N.E.T., sans consultation préalable de ses adhérents, décidait l'arrêt de la grève, le S.N.E.S., par suite d'une forte opposition et de la prise de position du S.N.P.E.N. (syndicat des Ecoles Normales) en faveur de la continuation du mouvement, se résolvait à consulter ses membres.

Deux solutions étaient proposées aux syndiqués : 1) poursuivre la grève administrative au troisième trimestre ; 2) envisager de nouvelles formes d'action (grève de 24 heures, grèves tournantes par groupes d'académies, grève illimitée).

55% des votants se prononçaient pour la première solution (8383 contre 6856 ; sur ces 6856, 6328 optaient pour la seconde solution).

La décision de poursuivre la grève administrative a été prise, certes, à une faible majorité, mais des différences importantes existent entre les lycées : certains se sont prononcés dans leur majorité pour, d'autres contre. En outre, ces résultats ne reflètent pas complètement la situation réelle, car les grévistes ne sont pas tous syndiqués.

Cette volonté est la réponse d'une part au refus du gouvernement d'accepter une plateforme d'entente, d'autre part à la retenue de 3 journées de salaire. L'approche des conseils de classe à la fin du second trimestre a d'ailleurs amené certains non grévistes à se solidariser avec leurs collègues. Le S.G.E.N. (CFDT), pour ne pas être accusé de "sabotage" n'applique pas sa décision antérieure d'arrêter la grève. Au S.N.E.T. certains syndiqués marquent leur mécontentement et se plaignent auprès des délégués de la décision de leur organisation. Au S.N.E.S., des enseignants vont encore plus loin et, par exemple à Paris, se prononcent pour une grève illimitée. Mais cela le S.N.E.S. le passe sous silence.

Face à cette détermination d'une partie des professeurs, le syndicat marque sa surprise. Obligé de poursuivre le mouvement, il

(1) "P.O." n°69, avril 65.

LECTEUR : ES-TU DEJA ABONNE ?

ABONNE-TOI, FAIS DES ABONNES AUTOUR DE TOI.

ENVOIE-NOUS DES ADRESSES D'AMIS OU DE CAMARADES QUE "POUVOIR OUVRIER" POURRAIT INTERESSER, NOUS LEUR ENVERRONS QUELQUES NUMEROS GRATUITEMENT.

propose d'autres formes d'action (journée nationale, "grand rassemblement de toutes les forces démocratiques") dans le but d'interrompre la grève administrative de crainte que celle-ci n'aboutisse à une grève des examens. Parallèlement, le gouvernement laisse entendre qu'il reviendrait sur ses intentions et pourrait abandonner le projet "d'instituer une licence en deux années pour former des professeurs de lycée" (Le Monde, 16/17 mai).

Le durcissement de la position d'une bonne partie des syndiqués est la preuve de leur combativité. Tous les enseignants en ont assez de la détérioration de leurs conditions de travail. Cependant, seule la grève des examens en juin retirerait à la grève administrative le caractère trop limité qu'elle a eu jusqu'à présent.

Mais il ne faut pas se faire des illusions. Si les enseignants veulent faire aboutir effectivement leurs revendications (diminution des effectifs dans les classes, réduction des horaires de travail), ils doivent faire pression sur leurs organisations syndicales pour déclencher à la rentrée un grand mouvement général s'étendant à toutes les catégories et allant, si possible, jusqu'à la grève illimitée des cours.

-:-

LE PREMIER MAI EN ESPAGNE

Avec plus ou moins de force, les travailleurs espagnols ont manifesté leur hostilité au franquisme, le Ier. mai, dans plusieurs villes d'Espagne : Bilbao, Sestao, Portugalete, Madrid, Saint-Sébastien, Barcelone.

Au pays basque, les manifestations ont été assez importantes en dépit des mesures prises par la police. Plusieurs milliers d'ouvriers sont descendus dans la rue à Bilbao et dans sa banlieue industrielle. Des étudiants se sont joints aux ouvriers. Des forces de police imposantes ont chargé les manifestants et il y a eu plusieurs blessés.

A Saint-Sébastien, environ trois mille travailleurs sont arrivés à se rassembler; les heurts avec la police ont été très violents.

A Madrid, malgré les arrestations préventives de la veille, les manifestants, en groupes de cent à deux cents personnes, ont parcouru les rues, brûlant des journaux franquistes.

. A Barcelone, les manifestations ont eu lieu le 30 avril, sur les Ramblas, en plein centre de la ville. Comme à Madrid, les groupes comprenaient de cent à deux cents personnes. L'agitation a duré jusqu'au soir en dépit des violentes interventions des policiers.
(Extrait de "La Batalla", organe du P.O.U.M.)

LISEZ ET FAITES LIRE :

" INFORMATIONS IBERIQUES "

Bulletin mensuel d'information
du C.I.S.A.I.
(Comité International de Soutien aux Antifascistes Ibériques)

Commandes et abonnements à :
"Informations Ibériques"
5, rue Aubriot - Paris IVème.